

[Text]

To my knowledge the price that you could afford to pay a fisherman will not get anyone out there to put a net in the water for them.

Senator Bonnell: Off the coast of Prince Edward Island this year, when they went out to look for codfish, they found that the seals had eaten them and they were no longer there. The fishermen came home with nothing but dogfish. We thought that we had stopped them by building the causeway to Cape Breton; but they have found a new way around and they are polluting the waters and becoming a nuisance. If we could have some say over the dogfish we might progress.

Mr. Bulmer: I believe someone is taking a look at the possibility of using them as raw material for surimi. That may be one way that an economic product could be made out of them.

Senator Bonnell: The seals have been a problem on the west and east coasts; yet I notice that in Europe, even though they do not want to buy our seal pelts, the ladies are still wearing furs. Ladies love the furs. Why cannot we find someone in Canada who can take a pelt and make a fur out of it? Do we have to send them all to the European communities to make them into furs? If we do not kill some of those seals, pretty soon we will have no codfish or groundfish off the east coast. We will lose most of our lobsters on the northern shores of Prince Edward Island and Magdalen Islands, because they used to feed on the dead bodies of the baby seals. Now there is no feed and they are dropping down very seriously. On the south shore the lobsters are picking up because a lot of dead herring fall out of the nets. If we do not do something about the seals we will have a serious problem on our coast.

Mr. Bulmer: I certainly agree with you. Management of seals, like management of any mammals, is a requirement. But it will be difficult. It will be political dynamite. It will be a media issue. As I say, the International Fund for Animal Welfare has already started a campaign, even before the Malouf Report is out. I was in British Columbia approximately two weeks ago. The president of the organization that I happened to see at that time was receiving about 300 to 400 cards a day from the U.S. saying, "I will boycott your product if you do not stop the Government of Canada from proceeding in any way with further kills of seals". Therefore, it is a national issue and British Columbia will be the target. Canada is going to have to come to grips with what is the opinion of the B.C. industry as to whether or not they would support or line up against the Atlantic industry. The participants in the Atlantic industry, I can assure you, both processors and fishermen, almost to a man, say that managing the seal population is a requirement and we must get on with it, in spite of the pressures that may come against us. I would not be so bold as to guess what the reaction of the B.C. industry might be.

Senator Bonnell: One further question, Mr. Chairman. Under the General Agreement on Tariffs and Trade, or per-

[Traduction]

que de la Colombie-Britannique. À ma connaissance, le prix que vous pouvez vous permettre de payer aux pêcheurs n'est pas suffisant pour les inciter à jeter leurs filets à l'eau.

Le sénateur Bonnell: Lorsque les pêcheurs ont voulu pêcher la morue de l'Atlantique au large de l'île-du-Prince-Édouard ils se sont vite rendu compte qu'elle avait été mangée par les phoques et qu'il n'y en avait plus. Les pêcheurs sont rentrés avec de l'aiguillat seulement. Nous croyons l'avoir arrêté en construisant la chaussée menant au Cap-Breton mais il a trouvé un moyen de s'y rendre, de polluer les eaux et de devenir très gênant. Des progrès seraient possibles si nous pouvions réduire le nombre des aiguillats.

M. Bulmer: Je crois que quelqu'un envisage la possibilité de s'en servir comme matière première pour le surimi. On pourrait ainsi créer un produit économique.

Le sénateur Bonnell: Les phoques ont toujours posé un problème sur les côtes Ouest et Est; pourtant, je remarque que même si l'Europe ne veut pas acheter nos peaux de phoques, les femmes continuent de porter des fourrures. Les femmes adorent les fourrures. Pourquoi ne peut-on trouver quelqu'un au Canada qui puisse confectionner des fourrures avec les peaux? Faut-il vraiment expédier les peaux en Europe pour qu'elles soient transformées en fourrures? Si nous ne tuons pas une partie de ces phoques, la morue de l'Atlantique et le poisson de fond disparaîtront bientôt de la côte Est. Le homard est sur le point de disparaître de la côte Nord de l'Île-du-Prince-Édouard et des Îles-de-la-Madeleine car il se nourrissait de bébés phoques morts. Maintenant qu'il ne peut plus se nourrir, la situation est critique. Sur la côte Sud, le nombre des homards augmente à cause de tout le hareng mort qui s'échappe des filets. Si nous ne réglons pas la question des phoques nous devons faire face à un grave problème.

M. Bulmer: Je suis tout à fait d'accord avec vous. Il est essentiel d'assurer la gestion des phoques, comme de tout autre mammifère. Mais ce sera difficile. Ce sera comme de la dynamite, sur le plan politique. Ce sera une question à laquelle les médias s'intéresseront beaucoup. Comme je l'ai dit, le Fonds international pour la protection des animaux a déjà lancé une campagne, sans attendre la parution du rapport Malouf. Je me trouvais en Colombie-Britannique il y a environ deux semaines. Un président d'organisme que j'ai réussi à rencontrer à ce moment n'a dit recevoir de 300 à 400 lettres par jour d'Américains déclarant qu'ils boycotteraient ses produits s'il n'empêchait pas le gouvernement du Canada de poursuivre la chasse aux phoques. Par conséquent, cette question revêt un intérêt national et la Colombie-Britannique sera la cible. Le Canada devra déterminer à la lumière de l'opinion de l'industrie de la Colombie-Britannique s'il est nécessaire de prendre le parti de l'industrie des provinces de l'Atlantique ou de s'y opposer. Les membres de l'industrie atlantique, aussi bien les transformateurs que les pêcheurs, je vous l'assure, estiment nécessaire de gérer la population des phoques et nous devons nous y mettre, en dépit des pressions contraires que l'on exerce sur nous. Je n'oserais cependant pas essayer de deviner ce que pourrait être la réaction de l'industrie de la Colombie-Britannique.

Le sénateur Bonnell: Permettez-moi de poser une autre question, monsieur le président. En vertu de l'Accord général